

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE 23 MARS 2004

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme BERTRAND/D BRUNIAUX
TEL. 04.76.60.48.89.

Dossier n° 28 400

A R R E T E N° 2004-01833-b

LE PREFET DE L'ISERE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU l'Ordonnance n° 2000-914 en date du 18 septembre 2000, relative à la partie législative du Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance susvisée, notamment l'article L 512-12 du Livre V, Titre 1^{er} (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement)

VU le décret n° 77-1133, du 21 septembre 1977 relatif aux Installation Classées, modifié

VU la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifié ;

VU le décret n° 53-578, du 20 mai 1953, modifié notamment l'article 18 ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la Société ASCOMETAL ALLEVARD sur son site du Cheylas ;

VU l'Arrêté Préfectoral n° 98-1057 du 18 février 1998, imposant notamment à la société ASCOMETAL ALLEVARD des contrôles mensuels sur les eaux superficielles, effectués par la PEMA ;

VU l'Arrêté Préfectoral n° 98-8366 du 01.12.1998, imposant à la Société ASCOMETAL ALLEVARD, une Etude Simplifiée des Risques (ESR) à réaliser suivant le guide national de gestion des sites et sols pollués élaboré par le MATE ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 09 juillet 2003 et modifié les 26 septembre 2003 et 29 janvier 2004;

VU la lettre en date du 20 octobre 2003, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 6 novembre 2003 ;

VU la lettre recommandée avec accusé de réception en date du 06 février 2004, distribuée le 09 février 2004, communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté statuant sur son dossier et lui donnant un délai de quinze jours pour présenter ses éventuelles observations ;

CONSIDERANT qu'après examen et, compte tenu des conclusions de l'étude de sols produite le 13 septembre 2002, il ressort que le site précité relève de la classe 1 (au moins pour le milieu sol) et qu'une Etude Détaillée des Risques (EDR) doit donc être réalisée ;

CONSIDERANT en conséquence, qu'il est nécessaire que ce site industriel en activité, fasse l'objet d'une surveillance (compte-tenu de la présence dans les sols et dans les eaux d'hydrocarbures et de métaux lourds) des eaux souterraines et des eaux superficielles.

CONSIDERANT que la surveillance des eaux superficielles réalisée mensuellement par le PEMA, en application de l'Arrêté Préfectoral n° 93-2559 du 13.05.1993, peut être ramenée à une fréquence trimestrielle (sur les paramètres les plus représentatifs), compte tenu des résultats obtenus depuis plusieurs années ainsi que de l'allègement des contrôles accordé à d'autres industriels du secteur ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Société ASCOMETAL ALLEVAR, dont le siège social est situé Immeuble Colisée – Bat A – 10 avenue de l'Arche - 92419 COURBEVOIE, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté et des prescriptions ci-annexées pour la surveillance de la qualité des eaux au droit ou à proximité de son site du Cheylas.

ARTICLE 2 - Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 3 - L'exploitant devra déclarer sans délai les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 - Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet. De même, en cas de cessation d'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant celle-ci, au Préfet de l'Isère, Bureau de l'Environnement.

ARTICLE 5 - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie du Cheylas **pendant une durée minimum d'un mois**.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 6 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif, par l'exploitant dans un délai de **deux mois** à compter de sa date de notification, par les tiers dans un délai de **quatre ans** à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 7 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 8 -Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire du Cheylas et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société ASCOMETAL ALLEVARD au Cheylas.

FAIT à GRENOBLE, le 23 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Signé : Dominique BLAIS

Le texte des prescriptions pourra être consulté auprès de la Mairie du Cheylas ou auprès de la Préfecture de l'Isère – Bureau de l'Environnement